AEF Dépêche n°533286 - Paris, le 11/03/2016 12:02:00
- Sécurité publique - Sécurité privée -

- 217.114.201.5 - www.aef.info
Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Jean-Pierre Blazy, député PS: "Arrêtons de penser les politiques de sécurité en tenant les citoyens à distance"

Par Julie Robelet

Jean-Pierre Blazy, député socialiste du Val-d'Oise.
© Assemblée nationale

"La police actuelle n'est pas un véritable service public", affirme le député socialiste du Val-d'Oise Jean-Pierre Blazy dans une interview accordée à AEF à l'occasion de la parution d'un ouvrage intitulé "Repenser la sécurité. L'urgence démocratique" (1). "Il faut aujourd'hui repenser la sécurité et nous ne pouvons le faire que si nous arrêtons de penser les politiques publiques de sécurité en tenant les citoyens à distance", souligne-t-il. "Aujourd'hui, on est accaparé par la lutte contre le terrorisme, mais il ne faudrait pas oublier la nécessité de faire bouger les lignes sur la sécurité quotidienne", poursuit Jean-Pierre Blazy. Le député se dit notamment "déçu par les ZSP, parce qu'en réalité rien n'a changé sur le terrain" et déplore "l'inertie au sein des institutions". Parmi ses 65 propositions, il met en avant "la contraventionnalisation pour un certain nombre de délits".

AEF : Pourquoi avez-vous décidé d'écrire ce livre aujourd'hui ?

Jean-Pierre Blazy : Ce livre est le fruit de mon expérience de maire sur le terrain, confronté depuis 20 ans aux questions de sécurité telles qu'elles se posent concrètement sur un territoire. En tant que parlementaire, je me suis également investi sur ces questions (2). Il m'a donc semblé que j'avais la matière pour écrire à partir de cette expérience double, mais aussi à partir de plusieurs constatations essentielles.

Je pense que depuis 40 ans en France, si la sécurité donne lieu à un clivage fort, c'est d'abord parce qu'elle a largement été instrumentalisée sur le plan politique et de façon outrancière avec ce qu'on peut appeler le 'commerce de la peur'. Mais a-t-on apporté des réponses à la hauteur des attentes de la population et est-ce qu'on a réduit le sentiment d'insécurité dans l'opinion ? La réponse est plutôt non. Il faut aujourd'hui repenser la sécurité et nous ne pouvons le faire que si nous arrêtons de penser les politiques publiques

de sécurité en tenant les citoyens à distance.

Aujourd'hui, on est accaparé par la lutte contre le terrorisme, mais il ne faudrait pas oublier la nécessité de faire bouger les lignes sur la sécurité quotidienne, car les Français attendent aussi que l'on continue à travailler sur cette question. Je souhaite que ce livre puisse alimenter le débat et je pense que mes propositions ont nécessité un peu d'audace, mais qu'elles sont toutes raisonnables, réalisables.

AEF : Vous pointez justement la "force d'inertie qui prévaut largement" dans le domaine des relations police-population. Qu'entendez-vous par là ?

Jean-Pierre Blazy : Je considère qu'il y a un problème majeur : on ne repense pas les organisations, notamment au sein du ministère de l'Intérieur. Les réponses publiques en matière de sécurité ne sont pas efficientes parce que les organisations ne sont elles-mêmes pas efficientes. Nous sommes dans un pays où la police – et même la gendarmerie qui avait pourtant une tradition de proximité — tiennent les citoyens à l'écart. Il faut résolument passer d'une police de maintien de l'ordre à une doctrine d'emploi pensée en termes de sécurité publique, cela veut dire qui implique le citoyen. Mais ce serait une petite révolution.

Il faut faire participer les citoyens, les informer, poser des diagnostics partagés. Aujourd'hui, la participation citoyenne est très insuffisante. Il y a une sorte de méfiance vis-à-vis des citoyens. On le voit dès l'accueil dans les commissariats et les brigades de gendarmerie, il faut surtout se tenir à distance des citoyens. On n'a pas su, même dans les ZSP, retrouver la proximité et développer une police de quartier.

AEF : Vous faites dans votre livre un bilan plutôt mitigé des ZSP…

Jean-Pierre Blazy : Je suis déçu, parce qu'en réalité rien n'a changé sur le terrain, alors qu'on était partie de l'idée d'une coproduction renforcée entre tous les acteurs, y compris les citoyens. J'aurais aimé qu'à partir de la ZSP, on fasse un laboratoire permettant de repenser la sécurité. Mais on y a renoncé, parce qu'il n'y a pas la volonté nécessaire. Il y a une inertie au sein des institutions qui veulent surtout rester à distance des citoyens. Les rapports d'évaluation des ZSP n'ont par exemple pas été publiés, alors que certains comportaient des pistes de réforme, mais on n'a préféré ne pas en parler. Cette inertie est regrettable, parce qu'on avait pourtant tout à y gagner.

Le travail qui consiste à impliquer le citoyen n'a pas été fait. J'écris dans mon livre que "la gauche se contente aujourd'hui de gérer la sécurité sans vraiment innover", c'est un constat que je regrette de devoir faire. Si on relit ce que Manuel Valls écrivait dans son livre "Sécurité, la gauche peut tout changer" en 2011, on voit qu'il évoquait la création d'une police de quartier, la nécessité d'être transparent, de rendre compte (lire sur AEF). Pourtant, aujourd'hui quand un maire comme moi essaye d'impliquer le commissaire, le préfet, il n'y arrive pas à cause de l'inertie et des pesanteurs qui subsistent, et je m'en désespère. Il faut repenser la sécurité comme un service public qui part du citoyen, de l'usager. La police actuelle n'est pas un véritable service public. J'aurais aimé qu'à la faveur de la ZSP on aboutisse à la mise en place de cette politique de sécurité publique. Je

pense qu'il y a eu là une occasion perdue.

AEF : Parmi vos 65 propositions, quelle est celle qui vous semble la plus importante ?

Jean-Pierre Blazy : Je suis très attaché à la contraventionnalisation pour un certain nombre de délits. Je constate en effet qu'avec l'inflation pénale, on a multiplié les délits, mais la justice est encombrée et n'arrive pas à suivre. Cela renforce le sentiment très négatif contre la justice, qui est dominant dans l'opinion. Ce sentiment me paraît injuste, mais il est vrai que des délits ne sont pas sanctionnés.

Il est important de sanctionner rapidement, de façon proportionnée. Cela suppose d'avoir des policiers et des gendarmes plus engagés sur le terrain et, pour cela, il faut les débarrasser des tâches indues et simplifier la procédure pénale. La contraventionnalisation pour les primo-délinquants est attendue par les professionnels. Elle permettra une réponse plus rapide, plus sûre et peut-être plus préventive en matière de récidive.

AEF : Concernant les polices municipales, vous évoquez la "décision curieuse du ministre de l'Intérieur de distribuer 4 000 revolvers aux collectivités qui en feront la demande" en 2015 (lire sur AEF**). Pourquoi cette mesure est-elle "curieuse" selon vous ?**

Jean-Pierre Blazy : Je crois que derrière cette formule, on comprend ma position : je suis contre cette mesure. La police municipale est sous la responsabilité des maires. Il n'appartient pas au ministre de l'Intérieur de mettre ainsi la pression sur les maires qui ne souhaitent pas armer leur police municipale, il faut leur laisser cette liberté. C'est pour moi une très mauvaise décision.

Il faut des complémentarités, un partenariat entre polices nationale et municipale, mais la police municipale ne peut pas être une police supplétive. Nous voyons qu'un maire est parfois obligé de créer une police municipale parce qu'il y a une insuffisance de la police nationale. Par exemple dans les villes où il n'y a pas de police municipale, il n'y a pas de verbalisation du stationnement, ce qui est problématique.

AEF : Vous écrivez par ailleurs qu'il ne faut "plus céder de terrain aux activités de sécurité privée au détriment de la sécurité publique". Pensez-vous que la sécurité privée a aujourd'hui trop de pouvoirs ?

Jean-Pierre Blazy : Il faut une régulation beaucoup plus forte de la sécurité privée et des exigences plus importantes sur la formation et le contrôle en matière de financement. Il y a beaucoup de fraude, de travail au noir. Le nombre d'agents de sécurité privée est important et cela représente un chiffre d'affaires conséquent. Je propose donc également que les sociétés de sécurité privée participent au financement de la prévention de la délinquance qui est le parent pauvre de la politique de sécurité (lire sur AEF). Ce serait un juste retour des choses.

(1) "Repenser la sécurité. L'urgence démocratique", Jean-Pierre Blazy, L'Harmattan, 236 pages, 20 euros, ISBN 978-2343082882

(2) Jean-Pierre Blazy a été rapporteur du budget de la sécurité pour les projets de loi de finances pour 2013 (lire sur AEF) et 2014 (lire sur AEF).